



# Conseil économique et social

Distr. générale  
10 mai 2019  
Français  
Original : anglais

---

## Session de 2019

26 juillet 2018-24 juillet 2019

Réunion spéciale du Conseil économique et social en réponse  
au cyclone Idai au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe

### Compte rendu analytique de la 8<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 2 avril 2019, à 10 heures

*Présidente* : M<sup>me</sup> King..... (Saint-Vincent-et-les Grenadines)

## Sommaire

Ouverture de la réunion spéciale

Dialogue interactif

Conclusion de la réunion spéciale

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org)).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

19-05463X (F)



Merci de recycler



*La séance est ouverte à 10 h 10.*

### **Ouverture de la réunion spéciale**

1. **Le Président** déclare que le cyclone Idai, qui a touché l'Afrique australe le 14 mars 2019, a fait plus de 700 morts, détruit plus 100 000 habitations, mis hors d'usage des milliers d'écoles et des dizaines d'établissements sanitaires et ravagé près d'un demi-million d'hectares de cultures sur le point d'être récoltées. La réunion spéciale du Conseil a été convoquée pour examiner l'appui aux opérations de secours dans les trois pays touchés : Mozambique, Malawi et Zimbabwe. Au total, 394,2 millions de dollars seront nécessaires pour financer l'action humanitaire au cours des trois prochains mois.

2. L'ampleur des dégâts causés par le cyclone Idai est telle que le relèvement nécessitera un financement considérable à plus long terme. Il conviendra de se pencher sur les moyens d'aider les trois pays à rebondir, y compris le financement à des conditions favorables, l'allègement de la dette et d'autres formes de coopération au service du développement. La communauté internationale doit investir davantage dans la réduction des risques de catastrophe et s'employer avec plus de détermination à harmoniser l'action humanitaire, l'action en matière de développement et l'action climatique.

3. *Une vidéo sur la situation dans les pays touchés est projetée.*

4. **M<sup>me</sup> Mohammed** (Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies) dit que cela fait près de trois semaines que le cyclone Idai a frappé et que les besoins des trois pays touchés – Mozambique, Malawi et Zimbabwe – demeurent conséquents. Les risques d'aggravation des inondations, de propagation des maladies et de perte d'un plus grand nombre de vies persistent. De nombreuses régions sont maintenant touchées par des épidémies de choléra : le décompte actuel de plus de 1 000 cas devrait augmenter. La tempête a rasé des milliers de foyers et inondé d'innombrables hectares de terres agricoles, entraînant le déplacement de plus de 200 000 personnes.

5. Rendant hommage aux intervenants locaux, nationaux et internationaux présents sur les lieux dès les premiers moments de la crise, à sauver d'innombrables vies et à prévenir des effets encore plus dévastateurs, l'oratrice dit que l'Organisation des Nations Unies était également sur le terrain dès le premier jour, qu'elle a appuyé les premiers efforts de recherche et de sauvetage et qu'elle continue de fournir une assistance vitale. Ainsi, le Programme alimentaire mondial (PAM) fournit des produits alimentaires enrichis et à haute teneur

énergétique tout en appuyant les efforts d'évaluation des dommages dans les régions touchées ; le Fonds des Nations Unies pour l'enfance collabore avec le Gouvernement du Mozambique et ses partenaires pour rétablir les systèmes d'approvisionnement en eau potable dans les régions touchées ; et l'Organisation mondiale de la Santé distribue des vaccins contre le choléra et appuie la création de centres de traitement.

6. Bien que le Fonds central pour les interventions d'urgence ait immédiatement décaissé 20 millions de dollars à l'appui des premières interventions, la réponse demeure sous-financée et doit encore être étendue aux zones et aux communautés rurales. Les trois pays touchés auront besoin de plus de 300 millions de dollars au cours des trois prochains mois, or seuls 46 millions de dollars ont été enregistrés dans le Service de surveillance financière. L'oratrice engage les États Membres à combler cet écart de toute urgence.

7. Au-delà de la phase d'urgence, il est important de se pencher sur la reconstruction et la prévention de nouvelles catastrophes de ce type. Un appui sans faille s'impose pour aider les populations et leurs gouvernements à faire face aux conséquences à plus long terme de la tempête sur le développement. De telles catastrophes peuvent anéantir en un instant des années de progrès accomplis de haute lutte.

8. S'il est impossible d'établir un lien entre des phénomènes météorologiques isolés et les changements climatiques, ces tempêtes violentes sont conformes aux prévisions des scientifiques quant aux effets du réchauffement de la planète et les événements récents permettent de prendre la mesure de l'existence d'une nouvelle norme selon laquelle nul pays n'est à l'abri. Une semaine à peine avant les événements, l'Organisation météorologique mondiale avait prévenu que les effets des changements climatiques continuaient de prendre de l'ampleur et qu'aucune région n'avait été épargnée par les catastrophes naturelles dévastatrices en 2018.

9. La communauté internationale doit donc répondre rapidement et généreusement à l'appel à l'aide aux pays touchés, appuyer les efforts de reconstruction à long terme, faire davantage pour renforcer la résilience aux chocs climatiques, économiques, et autres, et intensifier les efforts visant à atténuer l'impact des changements climatiques et à s'y adapter. Les États Membres auront une occasion sans précédent de présenter des plans spécifiques à cet égard lors du Sommet sur l'action pour le climat convoqué par le Secrétaire général le 23 septembre 2019 à New York.

10. **M. Lowcock** (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours

d'urgence) dit que les efforts d'intervention de l'Organisation des Nations Unies sont dirigés par les Gouvernements du Mozambique, du Zimbabwe et du Malawi. Au Mozambique, on sait que plus de 600 personnes sont mortes à cause du cyclone et que plus de 100 000 maisons ont été détruites ; 141 000 personnes ont cherché refuge sur 161 sites dans les régions touchées. Outre le choléra, la propagation du paludisme constitue une menace sanitaire croissante. Il est urgent d'apporter une aide agricole pour sauver une partie des récoltes dans les semaines à venir.

11. Au Zimbabwe, on estime que 5 millions de personnes avaient déjà besoin d'une aide humanitaire avant le cyclone en raison de la sécheresse et de la crise économique en cours. Désormais, 270 000 personnes supplémentaires ont aussi besoin d'aide. Le Gouvernement du Zimbabwe a débloqué 30 millions de dollars pour faire face à la catastrophe et l'Organisation des Nations Unies a mis en place un système de groupes sur le terrain pour appuyer ses efforts. Au Malawi, 900 000 personnes ont été touchées par le cyclone et l'essentiel de ce qui se présentait comme une récolte exceptionnelle a été perdu. Sur plus de 45 millions de dollars requis dans le cadre du plan d'intervention du Gouvernement face aux inondations, seuls 17 millions de dollars ont été annoncés à ce jour.

12. Seuls 46 millions de dollars de contributions annoncées sur les plus de 394 millions de dollars nécessaires ont été enregistrés par le biais du Service de surveillance financière. On sait que certains États Membres ont déjà promis davantage et la mise à jour des informations qu'ils fournissent au Service faciliterait la coordination des opérations de secours. Ne pas combler le déficit de financement entraînerait de nouvelles pertes en vies humaines.

13. **M. Beasley** [Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM)], s'exprimant par liaison vidéo, affirme qu'on estime que le cyclone Idai est la pire tempête tropicale à avoir touché la région en 200 ans. Les premières opérations de secours dans la ville portuaire de Beira, au Mozambique, ont été entravées par la destruction généralisée des infrastructures. Des villages entiers ont été engloutis sous dix mètres d'eaux de crue et les hommes ont dû rivaliser avec des animaux sauvages dans leur ruée désespérée vers les terres émergées ; des hélicoptères du PAM ont été utilisés dans les opérations de secours dès le début de la crise. L'absence d'électricité fait peser une menace sur l'approvisionnement en eau salubre et l'assainissement, tandis que la dévastation des cultures augure mal de la sécurité alimentaire en 2019. Le PAM fournit des denrées alimentaires à plus de 400 000 personnes au Mozambique et a déployé

quelque 100 ingénieurs et autres spécialistes des infrastructures. Il a décaissé 44 millions de dollars de son fonds d'urgence, qu'il espère récupérer auprès des donateurs ; sur les 60 millions de dollars promis par ces derniers à ce jour, seuls 10 millions de dollars ont été versés. Le Gouvernement du Mozambique a donné l'assurance que toutes les régions touchées seraient traitées de manière équitable, indépendamment de leur affiliation politique. Au lendemain de ce cyclone, qui ne sera sûrement pas le dernier, construire des logements plus résistants et des infrastructures plus solides s'avère primordial.

14. **M. Ligoya** (Malawi) explique que les pluies torrentielles ont commencé à s'abattre sur son pays le 5 mars 2019. L'état d'urgence a été décrété six jours plus tard dans les régions touchées. L'Union africaine et les pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe ont dépêché des équipes afin d'évaluer les dommages dans les trois pays touchés. À ce jour, 60 personnes ont trouvé la mort, 672 ont été blessées et plus de 86 000 ont été déplacées sur le territoire national. Les infrastructures ont été gravement endommagées. Les cultures ont été anéanties et le pays aura besoin d'une aide alimentaire sur le long terme ; les prix des produits de base ont déjà augmenté de près de 50 %. De nombreuses personnes se retrouvent sans accès aux soins de santé primaires. L'approvisionnement en médicaments essentiels pour les malades du VIH et de la tuberculose a été interrompu. Les camps de fortune et les écoles qui accueillent les personnes déplacées sont surpeuplés et dépourvus des services essentiels, notamment la distribution d'eau salubre et l'assainissement. La précarité des conditions risque de favoriser la propagation du choléra, du paludisme et d'autres maladies transmissibles tout en encourageant la violence fondée sur le genre. Les femmes et les filles en quête d'eau sont exposées à un risque accru de viol et de violence.

15. L'insécurité alimentaire dans le pays est exacerbée par la catastrophe. Le renforcement de l'aide alimentaire et humanitaire s'impose, en particulier dans les zones rendues inaccessibles par les inondations où les secours se font encore attendre. Toute tentative de replanter les cultures vivrières dès maintenant nécessite la fourniture d'urgence de semences et d'engrais. Pour autant, l'appui fourni aux communautés frappées par les inondations ne doit pas les rendre dépendantes de l'aide. Les objectifs du plan de secours du Malawi contre les inondations sur les trois mois à venir sont la reprise des services de base, la réinstallation des personnes déplacées sur d'autres sites et la prévention des catastrophes sanitaires secondaires tout en répondant aux besoins des plus

vulnérables en matière de nutrition. Le déficit de financement du plan de 28 millions de dollars doit être comblé de toute urgence. Le Gouvernement malawien souhaite également accueillir des équipes d'évaluation des dégâts des organismes des Nations Unies.

16. À plus long terme, il est essentiel pour le Malawi et le Zimbabwe que le port de Beira reprenne ses activités. Il convient d'améliorer les dispositifs d'alerte rapide en ayant recours aux technologies les plus récentes. L'Afrique pourrait tirer davantage d'enseignements de l'expérience des pays d'Asie dans la gestion des phénomènes météorologiques extrêmes et les organismes des Nations Unies pourraient apporter leur concours à l'évaluation de l'impact de la catastrophe sur la capacité des pays touchés à atteindre les objectifs de développement durable. Il serait insensé de la part des créanciers d'attendre de ces pays qu'ils honorent tous les paiements de dette prévus pour la période à venir.

17. **M. Gumende** (Observateur du Mozambique) relate que, le 12 mars 2019, son gouvernement a déclenché une alerte rouge, cherché à déplacer 300 000 personnes des zones à haut risque et déployé des équipes de secours. La force du cyclone Idai a toutefois été massive. Sur les cinq provinces concernées dans son pays, celles de Sofala et Manica sont les plus touchées par la tempête tropicale et les inondations. Près d'un million de personnes, sur 1,8 million de victimes de la catastrophe, se sont retrouvées sans logement ni moyens de survie. Plus de 715 000 hectares de cultures ont été inondés. Les écoles, les centres de santé et les autres infrastructures ont été endommagés. Quelque 90 % des infrastructures de Beira, qui se situe à l'épicentre du cyclone, ont été endommagés.

18. Les activités de sauvetage ont à présent cessé et les populations directement touchées ont trouvé refuge dans des centres de premiers secours. Dans les mois à venir, le Mozambique aura besoin d'aide pour fournir des vivres, des soins de santé, des logements, de l'eau salubre et un assainissement de base. Des centres de traitement du choléra doivent être créés et les populations à risque doivent être vaccinées. Les services essentiels doivent être rétablis et des terres propices à la réinstallation doivent être trouvées. La tendance en matière de phénomènes météorologiques extrêmes au Mozambique, depuis qu'il a accédé à l'indépendance en 1975, a mis en lumière la vulnérabilité du pays face aux changements climatiques.

19. **M. Shava** (Observateur du Zimbabwe) dit que la catastrophe a donné lieu à une démonstration réconfortante de coopération Sud-Sud ; d'autres pays d'Afrique ont ouvert la voie en envoyant des premiers

intervenant dans les trois pays touchés. Au Zimbabwe, la mort de 239 personnes est confirmée et les équipes de chiens renifleurs d'Afrique du Sud continuent de chercher des corps. Certains pourraient n'être jamais retrouvés s'ils ont été emportés par des eaux de crue infestées de crocodiles et d'hippopotames. L'un des principaux enseignements à tirer est qu'il faut améliorer la planification en prévision de catastrophes au niveau local. Outre les besoins humanitaires immédiats, la scolarisation des enfants doit reprendre, si besoin sous tentes. La propagation du choléra et du paludisme dans les mois à venir est inévitable, mais tout doit être fait pour contenir ces maladies. Les personnes traumatisées par la catastrophe peuvent aussi avoir besoin d'un soutien psychologique. Les priorités du plan de gestion du lendemain de catastrophe du Gouvernement zimbabwéen sont notamment : la récupération et l'enterrement des corps pour éviter la propagation de maladies ; la fourniture d'une aide alimentaire, d'eau salubre et de services d'assainissement ; et le rétablissement des communications.

20. **M. Hilale** (Maroc), s'exprimant en sa qualité de représentant de son pays, dit que les acteurs humanitaires et les acteurs du développement doivent coordonner les efforts d'après-catastrophe en vue d'assurer le développement durable et la reconstruction. Son pays a envoyé 50 tonnes d'aide d'urgence aux pays touchés, notamment des tentes, des couvertures et des denrées de première nécessité. La tragédie du cyclone Idai témoigne de la nécessité de renforcer la détermination à mettre en œuvre l'Accord de Paris de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Les effets à long terme de la catastrophe devront être pris en compte quand les examens nationaux volontaires des pays touchés en ce qui concerne leur mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 seront présentés pour examen. L'amélioration des dispositifs d'alerte rapide et le renforcement de la résilience dans les pays sont essentiels pour mieux les préparer aux catastrophes naturelles à venir.

21. S'exprimant en qualité de Vice-Président du Conseil, responsable du débat consacré aux affaires humanitaires, l'orateur dit qu'une table ronde consacrée à l'aptitude des pays à faire face aux défis et risques associés aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes se tiendra en mai 2019 lors du débat consacré aux affaires humanitaires du Conseil. Il a l'intention de se rendre au préalable dans les pays touchés afin de maintenir la catastrophe sous le feu des projecteurs, d'évaluer l'ampleur des dommages et de déterminer les mesures à

prendre pour faire en sorte qu'à l'avenir, ces pays soient mieux préparés à de tels événements.

22. **M. Steiner** [Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)] dit que le PNUD œuvre de concert avec les sauveteurs et les acteurs humanitaires pour préparer les efforts de coopération avec les Gouvernements du Malawi, du Mozambique et du Zimbabwe et la communauté internationale pendant la phase de relèvement. Le PNUD a financé des analyses socioéconomiques dans ces pays à hauteur de 1,75 million de dollars et prépare, en partenariat avec la Banque mondiale et l'Union européenne, une évaluation des besoins suite à la catastrophe. L'appui au renforcement des capacités et les enseignements tirés de catastrophes précédentes doivent être intégrés dans la réponse en matière de relèvement et de résilience. Bien qu'il soit impossible d'être pleinement préparé à ces catastrophes, on peut faire davantage pour réduire leur impact et mieux protéger les populations ; la réduction des risques de catastrophe est donc une priorité essentielle pour le PNUD. Outre l'amélioration des dispositifs d'alerte rapide et de la gouvernance des risques, y compris au niveau infranational, il convient d'améliorer la préparation des populations.

23. Au Mozambique, le PNUD appuie l'intégration des composantes de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques dans la planification et les crédits budgétaires de secteurs clés tels que l'agriculture, l'éducation, la santé, l'infrastructure et l'énergie. Au Zimbabwe, le PNUD et ses partenaires mettent en place un fonds pour le renforcement de la résilience qui vise à recueillir des données utiles pour l'élaboration des politiques. Au Malawi, le PNUD collabore avec le Fonds vert pour le climat afin de fournir des prévisions météorologiques précises et d'étendre les dispositifs d'alerte rapide de proximité aux trois quarts des districts du pays, qui abritent deux millions de personnes.

### Dialogue interactif

24. **M<sup>me</sup> Rugwabiza** (Observatrice du Rwanda), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que l'Union africaine a contribué à hauteur de 350 000 dollars aux opérations de secours et dépêché une équipe d'évaluation de haut niveau dans les pays touchés en guise de réponse initiale à la catastrophe. Des milliers d'hectares de cultures sont perdus et l'aide alimentaire doit être distribuée en urgence. Un appui s'impose pour ramener les enfants à l'école sans délai. Le risque de propagation de maladies transmissibles est encore accentué par l'accumulation des eaux de crue stagnantes et la surpopulation. Garantir l'accès des

populations touchées à l'eau potable et à des services de santé essentiels est donc une priorité. La responsabilité de l'atténuation des effets des changements climatiques est mondiale et l'approche en matière de renforcement de la coopération internationale, de résilience et de préparation aux catastrophes doit faire l'objet d'un examen. Les liens entre le développement, les changements climatiques et la sécurité doivent être mieux compris.

25. **M. Christiane** (Observateur de l'Union européenne) annonce que l'Union européenne a mobilisé 3,5 millions d'euros dans le cadre de son intervention d'urgence initiale ; cinq spécialistes des affaires humanitaires et un expert en technologies de l'information et des communications (TIC) évaluent la situation sur le terrain. L'Union européenne appuie les efforts déployés par le Fonds d'urgence pour les secours lors de catastrophes de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le mécanisme de protection civile de l'UE a été activé et des membres de la protection civile ont été déployés dans les villes de Beira et Maputo, au Mozambique, pour coordonner la distribution de l'aide avec les autorités locales. À Beira, un expert en hydrologie travaille avec l'Équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe. Neuf États membres de l'Union européenne ont proposé d'envoyer des équipes et du matériel spécialisé dans les pays touchés. Le Service de gestion des urgences (Copernicus) a jusqu'ici produit 60 cartes pour ces pays. Les besoins supplémentaires sont en cours d'évaluation.

26. **M<sup>me</sup> Coye-Felson** (Observatrice du Belize), prenant la parole au nom de l'Alliance des petits États insulaires, dit que la reconstruction dans les pays touchés, qui sont déjà confrontés à d'importants défis en matière de développement, sera une tâche herculéenne. La communauté internationale doit continuer d'appuyer le développement des dispositifs d'alerte rapide. L'accent doit passer de la gestion des catastrophes à l'atténuation des risques de catastrophe.

27. **M. Fialho Rocha** (Observateur de Cabo Verde), prenant la parole au nom de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), annonce que le Président de Cabo Verde, en sa qualité de Président de la CPLP, va bientôt se rendre au Mozambique et se déplacer dans toute la région touchée par le Cyclone Idoi. Cabo Verde a mobilisé 200 000 dollars pour venir en aide aux pays touchés et la société civile est encouragée à mobiliser davantage de dons privés.

28. **M<sup>me</sup> Byrne Nason** (Irlande) dit que son pays a déjà contribué à hauteur de 1,15 million d'euros à l'aide aux trois pays touchés. L'Irlande, qui est donatrice au

Fonds central pour les interventions d'urgence, étudiera tous les moyens possibles de renforcer son appui.

29. **M. Duarte Lopes** (Observateur du Portugal) dit que l'accent doit désormais être mis sur la prévention des épidémies dans les pays touchés. Le Portugal apporte un appui tant au niveau bilatéral que par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union européenne et de la Communauté des pays de langue portugaise. Le pays a déployé au Mozambique une force de réaction immédiate composée de personnel militaire, de gendarmes, de pompiers, de personnel médical, d'ingénieurs, d'équipes d'intervention cynophile, d'experts légistes et d'une unité mobile d'épuration des eaux. Il travaille également avec des organisations non gouvernementales et des acteurs privés sur le terrain.

30. **M. Kawamura** (Japon) dit que son gouvernement a envoyé du matériel de secours, dont des tentes et des couvertures, au Malawi et au Zimbabwe, ainsi que des équipes de secours aux sinistrés et médicales au Mozambique. Le Japon continuera de travailler avec les pays africains à la réduction de leur vulnérabilité face aux catastrophes naturelles. Le Gouvernement japonais souhaite aussi mener des discussions sur le renforcement de la résilience, en s'appuyant sur les enseignements tirés de l'expérience à l'heure actuelle en Afrique australe et par le passé au Japon.

31. **M<sup>me</sup> Juul** (Norvège) affirme que le fossé entre l'aide humanitaire et l'aide au développement doit être comblé ; l'assistance pécuniaire permettrait aux bénéficiaires de choisir ce dont ils ont le plus besoin. La Norvège porte son aide humanitaire à la région touchée à 5,2 millions de dollars, dont plus de 2 millions de dollars seront alloués par l'intermédiaire du Fonds central pour les interventions d'urgence. Outre le logement, la nourriture et les soins médicaux, le pays donnera la priorité à la prévention de la violence sexuelle et à la fourniture d'un appui médical et psychosocial aux victimes.

32. **M. Blanchard** (Canada) dit que son pays a mis en place un dispositif de secours en deux volets, pour un total de 8 millions de dollars. Le premier volet est axé sur l'eau, l'assainissement, le logement et d'autres aides en nature. Le second se concentre sur la santé et la sécurité alimentaire pour ceux qui en ont le plus besoin. Le Gouvernement canadien versera également un montant équivalent à celui des dons privés jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars supplémentaires. Il faut investir davantage dans la préparation aux catastrophes naturelles, et pas seulement dans les interventions qui font suite à celles-ci.

33. **M. Gertze** (Observateur de la Namibie), prenant la parole au nom de la Communauté de développement de l'Afrique australe, remercie la communauté internationale pour l'aide fournie jusqu'à présent à la région touchée, l'exhorte à intensifier son intervention collective et appelle à l'amélioration des dispositifs d'alerte rapide et du stockage des fournitures de secours.

34. **M<sup>me</sup> White** (États-Unis d'Amérique) déclare que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a envoyé au Mozambique une équipe d'élite de l'Office of Foreign Disaster Assistance le 20 mars. Il a également déployé des aéronefs pour acheminer des fournitures vers les zones reculées, et fournit une assistance technique pour lutter contre le risque propagation de maladies transmises par l'eau comme le choléra. Des experts ont également été dépêchés au Zimbabwe et arriveront bientôt au Malawi pour y évaluer les besoins. Le gouvernement de l'oratrice a déjà affecté 7,3 millions de dollars à l'aide aux trois pays touchés et devrait encore en débloquent bien davantage. La protection des personnes vulnérables doit être la priorité des opérations de secours. La réponse à moyen et long terme nécessite une coordination efficace.

35. **M. Chumakov** (Fédération de Russie) dit que son pays a fait don de 14,5 millions de dollars au Fonds central pour les interventions d'urgence au cours des sept dernières années. La priorité immédiate au Mozambique est de fournir aux populations des denrées alimentaires, de l'eau potable et une aide médicale. Une société russe a déjà distribué plus de 500 litres d'eau en bouteille. Le Gouvernement russe envisage de fournir au Mozambique une assistance financière, médicale et alimentaire tant au niveau bilatéral et par l'intermédiaire du PAM et de l'Organisation mondiale de la Santé.

36. **M. Kickert** (Observateur de l'Autriche) dit que son pays concentre son aide bilatérale sur la province de Sofala, au Mozambique, frappée particulièrement durement par le cyclone. Le Gouvernement autrichien a débloquent 500 000 euros en aide d'urgence et contribuera à hauteur de 5 millions d'euros en aide au développement allouée à des projets spécifiques menés au Mozambique. Un million d'euros supplémentaires ont été levés dans le cadre d'un appel public lancé à la radio autrichienne en faveur des trois pays.

37. **M. Won Doyeon** (République de Corée) dit que le Gouvernement coréen a fourni 500 000 dollars en aide humanitaire. La République de Corée se tient prête à appuyer les efforts de relèvement, qui nécessiteront d'importants investissements.

38. **M<sup>me</sup> Ferreira** (Angola) dit que son pays a déployé un aéronef et du personnel au Mozambique. Les trois pays touchés par la catastrophe auront besoin d'aide

pour reconstruire leurs infrastructures ainsi que d'une assistance médicale et psychosociale à moyen et à long terme.

39. **M. de Souza Monteiro** (Brésil) annonce que son pays a envoyé deux avions chargés de 20 tonnes de fournitures et de moyens matériels et humains de recherche et de sauvetage au Mozambique. Il a également versé une contribution initiale de 100 000 euros en aide d'urgence à ce pays. Le Gouvernement brésilien a fourni au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe des cartes satellites de grande qualité et envisage l'envoi d'ingénieurs et d'équipes médicales dans les régions touchées.

40. **M. Roscoe** (Royaume-Uni) dit que l'alerte avancée du cyclone a permis de pré-positionner des fournitures vitales dans la région. Le Royaume-Uni a depuis mobilisé 28 millions de dollars en aide et fourni une assistance matérielle et technique. L'aide devrait contribuer à nourrir 400 000 personnes au Mozambique, à mettre 65 000 déplacés à l'abri au Malawi et à acheminer des fournitures médicales et des trousseaux d'hygiène vers les zones les plus touchées du Zimbabwe. L'intervention internationale doit être renforcée afin d'endiguer les maladies transmises par l'eau et de reconstruire les écoles et les hôpitaux.

41. **M. Hawke** (Observateur de la Nouvelle-Zélande) dit que son gouvernement va apporter une aide de 500 000 dollars sans délai.

42. **M. Ten-Pow** (Observateur du Guyana) affirme que la vulnérabilité aux catastrophes naturelles est liée à la pauvreté ; la précarité en matière de logement, par exemple, rend des populations pauvres particulièrement vulnérables. Le Guyana sanctuarise de vastes étendues de forêts afin de piéger le dioxyde de carbone et contribuer ainsi à ralentir le réchauffement de la planète.

43. **M<sup>me</sup> Lambertini** (Observatrice de la Suède) explique que la souplesse du modèle de financement du Fonds central pour les interventions d'urgence lui permet de réagir rapidement en cas de catastrophe telle que celle déclenchée par le Cyclone Idai. En plus de son soutien aux organismes des Nations Unies présents dans les pays touchés, le Gouvernement suédois a détaché des experts en technologies de l'information et de la communication (TIC) et en logistique à l'Équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe et fourni un module sur les TIC au mécanisme de protection civile de l'UE. Le renforcement de la résilience aux effets des changements climatiques est un volet essentiel du programme bilatéral de développement mené par la Suède au Mozambique.

44. **M. Issetov** (Observateur du Kazakhstan) dit que son pays a participé à des projets d'atténuation des changements climatiques menés conjointement avec l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies dans les pays africains. En 2016, le Kazakhstan s'est joint à d'autres pays d'Asie centrale afin de créer un centre pour les situations d'urgence et la réduction des risques de catastrophe à Almaty, la principale ville du pays. Le gouvernement de l'orateur est disposé à partager son expérience en la matière avec les pays d'Afrique.

45. **M<sup>me</sup> Luo Jin** (Chine) dit que le Gouvernement chinois a réagi rapidement en envoyant une aide d'urgence en espèces aux trois pays touchés, ainsi qu'une équipe de sauvetage de 65 membres emportant avec elle 20 tonnes de matériel au Mozambique. Des organisations à but non lucratif chinoises ont également envoyé une équipe médicale au Mozambique. La Société chinoise de la Croix-Rouge et les entreprises chinoises opérant dans les pays touchés collectent des fonds pour appuyer les opérations de secours de leurs gouvernements. La Chine se tient prête à contribuer aux travaux de reconstruction d'après-catastrophe.

46. **M. Cerutti** (Observateur de la Suisse) annonce que son pays a contribué à hauteur de 2 millions de dollars aux opérations de secours, qu'il a dépêché 15 experts en hydrologie et en logistique dans la région touchée et qu'il envoyé 20 tonnes d'aide matérielle visant à construire des logements temporaires et à approvisionner la population en eau potable. La Suisse continuera de soutenir les trois pays, en particulier en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques. La sixième session de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, qui se tiendra à Genève, en Suisse, du 13 au 17 mai 2019, offrira une occasion unique d'examiner les questions liées à la résilience.

47. **M. Prongthura** (Observateur de la Thaïlande) dit que son pays, qui est l'un des donateurs du Fonds central pour les interventions d'urgence, distribue des fournitures médicales dans les régions touchées.

48. **M. Ríos Sánchez** (Mexique) déclare que son pays suivra les événements par le biais de l'Organisation des Nations Unies et étudiera les domaines de coopération possibles.

49. **M<sup>me</sup> Manav** (Turquie) dit que les changements climatiques, l'urbanisation et la croissance démographique intensifient l'impact des catastrophes naturelles. Des représentants de la Société turque du Croissant-Rouge et de l'Agence turque de coopération et de coordination sont à l'œuvre dans les régions touchées par le cyclone. Un avion militaire

transportant des équipes a atterri au Mozambique le 23 mars ; 17 tonnes d'aide alimentaire et d'autres fournitures ont également été envoyées. Les équipes basées à Beira coordonnent la distribution de l'aide en provenance de Turquie.

50. **M. Bastaki** (Observateur des Émirats arabes unis) affirme que son gouvernement a engagé 18,3 millions de dollars dans les opérations de secours et de relèvement, dont 5 millions de dollars par l'intermédiaire du Croissant-Rouge des Émirats arabes unis. Du matériel de secours est acheminé par voie aérienne depuis le centre d'approvisionnement de l'Organisation des Nations Unies à l'International Humanitarian City de Dubaï. Le financement fondé sur les prévisions doit être élargi, de sorte que l'aide puisse être fournie en amont des événements climatiques prévus avec un certain degré de certitude.

51. **M. Kakanur** (Inde) dit que son pays a lancé une opération de secours le 23 mars 2019. Trois navires transportant une aide immédiate ont été envoyés : ils ont porté secours à plus de 200 personnes et apporté une aide médicale à 1 300 personnes. De l'eau salubre a été distribuée et des opérations visant de dégagement des débris sont en cours. Un quatrième navire, chargé de denrées alimentaires et de fournitures médicales, doit arriver à Beira le 11 avril et un aéronef a également été déployé. Des fournitures médicales et du riz ont été expédiés au Malawi ; des fournitures médicales doivent arriver au Zimbabwe avant la mi-avril 2019. Au Mozambique, la communauté indienne locale participe à des opérations de secours.

52. **M. Braquetti** (Observateur de Monaco) dit que son gouvernement est particulièrement préoccupé par la situation des femmes et des enfants dans les pays touchés. L'aide humanitaire de son gouvernement sera acheminée vers ces pays via le PAM.

53. **M. Soomauroo** (Observateur de Maurice) dit que son gouvernement a versé 300 000 dollars en aide d'urgence aux pays sinistrés. Comme il faut s'attendre à ce que les cyclones empirent en Afrique australe, il convient de « reconstruire mieux », d'améliorer la gestion des risques de catastrophe et de renforcer les mécanismes d'une réponse concertée aux catastrophes.

54. **M<sup>me</sup> Elgarf** (Égypte) dit que son gouvernement, qui salue la réactivité du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, de l'Union africaine et des pays voisins à la suite de la catastrophe, examine quel serait le meilleur moyen de fournir une assistance humanitaire aux pays touchés.

55. **M. Shilla** (Observateur de la République-Unie de Tanzanie) déclare que son pays a envoyé des vivres et des fournitures médicales aux pays touchés.

56. **M<sup>me</sup> Paju** (Observatrice de l'Estonie) indique que son gouvernement versera 30 000 euros à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour contribuer aux opérations de secours d'urgence dans les pays touchés. En 2019, son pays contribuera à hauteur de 100 000 euros au Fonds central pour les interventions d'urgence et versera 100 000 euros au Comité international de la Croix-Rouge et 20 000 euros à l'Équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe.

57. **M<sup>me</sup> Muigai** (Kenya) annonce que son gouvernement a livré 12 tonnes de denrées alimentaires aux pays touchés et envoyé sur place un aéronef militaire de recherche et de sauvetage.

58. **M. Tanner** (Observateur de la Finlande) dit que son pays, qui est donateur au Fonds central pour les interventions d'urgence, a fourni un appui d'urgence et un soutien technique aux pays touchés, où il a également envoyé des conseillers. En outre, la Finlande a versé une contribution de 500 000 euros à la Croix-Rouge finlandaise en vue de soutenir ses opérations de secours. Un hôpital de campagne a été créé en urgence au nord de Beira pour traiter les malades du choléra.

59. **M. Islam** (Observateur du Bangladesh) dit que son pays a adopté une approche proactive de la réduction des risques de catastrophe, notamment en renforçant la préparation au niveau local et les dispositifs d'alerte rapide, ce qui s'est traduit par une réduction des pertes en vies humaines et des dommages causés par les phénomènes météorologiques extrêmes. Des cultures résistantes à la salinité ont également été introduites.

60. **M. Castañeda Solares** (Observateur du Guatemala) explique que le cyclone Idai et la récente éruption d'un volcan dans son pays mettent en évidence la nécessité d'améliorer la planification en prévision de catastrophes et d'accroître l'investissement dans le développement.

61. **M. Nielsen** (Danemark) dit que son pays a déployé des secouristes dans les pays touchés, pour lesquels il a aussi mobilisé 2,2 millions de dollars d'aide. Le Danemark est donateur au Fonds central pour les interventions d'urgence.

62. **M<sup>me</sup> Udida** (Observatrice du Nigéria) dit que cyclone Idai est un signal d'alarme à l'intention de la communauté internationale, qui s'est montrée généreuse dans l'aide qu'elle a fournie, quant aux effets des changements climatiques.



63. **M. Blewitt** (Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) annonce que 10 sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge travaillent actuellement avec le Comité international de la Croix-Rouge dans les pays touchés. Deux groupes d'intervention d'urgence ont été déployés pour fournir de l'eau salubre et lutter contre les épidémies de choléra, et un hôpital de campagne d'une capacité d'accueil de 150 000 personnes a été mis en place. Les ressources de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sont néanmoins loin d'être suffisantes pour faire face ne serait-ce qu'aux conséquences humanitaires à court terme de la catastrophe. D'une manière générale, les investissements dans la résilience et l'adaptation aux changements climatiques au sein des communautés vulnérables sont trop faibles.

64. **M<sup>me</sup> Mucavi** (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) dit qu'il est nécessaire de se concentrer sur la reconstitution des moyens de subsistance et la protection de la sécurité alimentaire dans les pays touchés.

65. **M. McLellan** [Organisation internationale pour les migrations (OIM)] dit que son organisation travaille avec les gouvernements des pays touchés et les organismes des Nations Unies pour quantifier les besoins et mettre en place des abris et des camps temporaires. L'aide en nature reçue jusque-là s'est avérée cruciale, mais des fonds non affectés et des renforts en personnel spécialisé seraient nécessaires à long terme. La protection des femmes et des enfants est l'une des grandes priorités de l'OIM.

66. **M. Egerton** [Organisation météorologique mondiale (OMM)] dit que le cyclone Idai s'est accompagné de vent soufflant à près de 180 km/h. La plupart des décès ont été causés par l'onde de tempête qui s'est ensuivie. En l'espace de cinq jours à peine, les zones les plus touchées ont reçu deux fois plus de précipitations que la moyenne mensuelle. L'OMM a prévenu l'Organisation des Nations Unies de l'arrivée du cyclone et lui a donné des conseils quant aux mesures à prendre. Elle a également envoyé des experts en hydrologie et des spécialistes des catastrophes dans la région. La récente *Déclaration de l'OMM sur l'état du climat mondial en 2018* montre que les températures augmentent dans le monde entier. Le réchauffement de la planète s'accompagnera de cyclones tropicaux plus intenses et d'inondations côtières plus importantes.

### Conclusion de la réunion spéciale

67. **Le Président** estime que la participation des États Membres à la réunion spéciale du Conseil témoigne de leur attachement sans faille au multilatéralisme. Le

système des Nations Unies doit aider les pays à se préparer et à faire face aux phénomènes météorologiques défavorables par le biais de l'investissement, de l'aide au développement et de l'adoption d'une vision à long terme en faveur de la résilience. La communauté internationale doit tirer parti de l'élan créé par l'adoption de l'Ensemble de règles de Katowice à la vingt-quatrième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue en décembre 2018 en Pologne.

*La séance est levée à 13 h 20.*